



## Résumé – Débat Climate Chance 5

### « BÂTIMENT »

#### Intervenants :

- **Yves-Laurent Sapoval**, Conseiller du Directeur de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages, Ministère de la Transition Ecologique
- **Oliver Rapf**, Directeur du Building Performance Institute Europe (BPIE)
- **Elizabeth Chege**, Présidente du Kenya Green Buildings Society

**Modération :** **Concepcion Alvarez**, journaliste chez Novethic

Le Bilan mondial de l'action climat par secteur a été publié la première semaine de décembre et est disponible en [Français](#) et en [Anglais](#). Une série de **"Débats Climate Chance"**, pour analyser les tendances clés de chaque secteur, a eu lieu du 1<sup>er</sup> au 4 décembre (tous les enregistrements sont disponibles [ici](#)).

Vous pouvez retrouver la section du Bilan dédiée au secteur Bâtiment p. 118.

#### Points clés des interventions :

- **L'Observatoire Climate Chance** montre que sur les dernières années, les gains d'efficacité énergétique des bâtiments (~1 %/an) ne compensent pas la hausse des émissions dues à la consommation d'électricité (équipements électroménagers, climatisation). Ces émissions globales devraient baisser en 2020 car le Bâtiment est l'un des secteurs les plus touchés par la crise sanitaire, et en même temps il est l'un des plus concernés par les volets « verts » des plans de relance post-covid.
- **Yves-Laurent Sapoval** (Ministère de la Transition Ecologique) a présenté le contexte de la rénovation et de la relance post-covid en France et dans le monde, en mentionnant l'importance de la sensibilisation, ainsi que de l'action locale, régionale et multi-acteurs à toutes les étapes de la chaîne de construction.
- **Oliver Rapf** (BPIE) a parlé de la situation en Europe, et a insisté sur l'importance de l'innovation parallèlement à la réglementation. Les projets pilotes réussis doivent être développés et reproduits à plus grande échelle. Il n'existe pas de solution unique, et différents pays ont progressé sur différents aspects, qu'il convient maintenant de reproduire.
- Selon **Elizabeth Chege** (Kenya Green Building Society), il existe une immense opportunité de transition dans le secteur du bâtiment en Afrique, car la majorité des bâtiments qui existeront en 2050 n'ont pas encore été construits, et que le secteur peut fournir des emplois aux jeunes qui représentent 70% de la population.



## Résumé

Grands Enseignements présentés par Ghislain Favé, co-auteur de l'analyse du secteur bâtiment :



### Bilan de l'action climat par secteur

GRANDS ENSEIGNEMENTS 2020

# BÂTIMENT

- 1** Les émissions des bâtiments sont en hausse de 1,5 % en 2019 (10,08 GtCO<sub>2</sub>) due à la croissance de la demande en électricité portée par les appareils électroménagers (+ 2,7 %) et la climatisation. Les gains d'efficacité énergétique (-1%/an) ne compensent pas cette croissance et les investissements qui y sont dédiés pourraient diminuer de 10 % en 2020. L'absence de code énergétique dans deux tiers des pays ou l'obsolescence des normes sur les appareils, font que plus de 5 milliards de m<sup>2</sup> ont été construits en 2019 sans exigence de performance énergétique, et seuls -35 % de la consommation des bâtiments est couverte par des normes.
- 2** La pandémie Covid-19 a entraîné le report de la consommation de l'industrie et du tertiaire sur celle des foyers, atténuant la baisse de la consommation globale d'électricité attendue en 2020. Ses conséquences menacent toutefois l'accès à l'énergie propre de nombreux ménages pour la cuisson à laquelle 37 % de la population mondiale n'a toujours pas accès, et dans un contexte où le taux de population urbaine dans des habitats informels augmente à nouveau depuis 2018. En Europe, où 15 à 24 % des entreprises du BTP pourraient déposer le bilan, collectivités comme États voient dans la relance économique, l'opportunité de mettre en œuvre leurs stratégies de rénovation.
- 3** Peu de codes et d'obligations, nationales ou locales, s'appliquent au bâti existant. Des collectivités démontrent des résultats intéressants grâce au reporting obligatoire des performances énergétiques (Tokyo, Columbus, Saint-Paul). Les services de rénovation intégrés à l'échelle locale (guichets uniques) se révèlent d'autant plus pertinents pour surmonter les freins à la rénovation accentués par la crise, et sont un instrument que l'Union européenne souhaite disséminer largement.
- 4** Les codes locaux et régionaux pour les nouvelles constructions sont plus nombreux : chauffage et toitures solaires, fraîches ou végétalisées sont parmi les obligations les plus fréquentes. Subventions, abattements et exemptions fiscales font également partie des outils incitatifs pour de tels aménagements. Enfin, des villes préfèrent laisser le choix des moyens aux acteurs locaux via des systèmes de quotas carbone locaux (Tokyo, New York) ou des certifications obligatoires (Singapour). Les initiatives multi-acteurs facilitent l'accès aux financements des collectivités ou le développement de marchés dédiés à la construction durable (BEA, 2030 District).
- 5** Des initiatives multi-acteurs se développent pour intégrer les comportements et les besoins des usagers dans les projets de rénovation (systèmes de gestion de données, sensibilisation...) et pour faire évoluer les outils de suivi de performance des bâtiments (CPE, passeports ou carnets...). Les réflexions sur le cycle de vie des bâtiments conduisent à l'intégration de l'énergie grise dans des certifications (NollCO<sub>2</sub>-), à la création de marchés de matériaux plus durables, biosourcés ou encore récupérables (2030 Palette, Madaster,...). Enfin, une approche du bâtiment plus « adaptative » se dessine vers des immeubles recyclables ou réversibles, qui permettraient d'anticiper les mutations des pratiques comme le télétravail accéléré par la pandémie de Covid-19.



## Discussion :

- **Yves-Laurent Sapoval, Ministère de la Transition Ecologique**

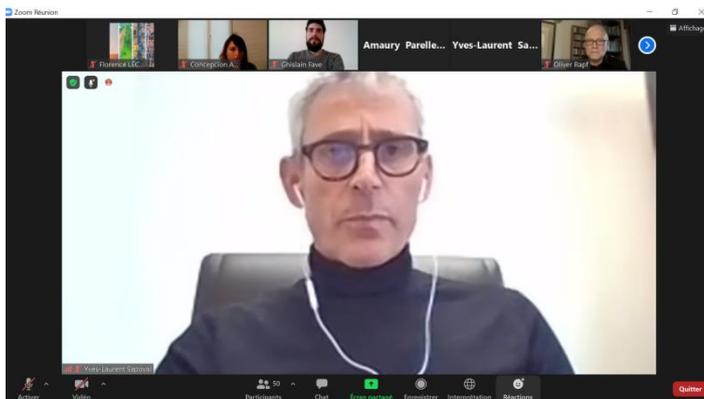
**Question : En France, la crise a permis de relancer la rénovation des bâtiments. Est-ce que cela va permettre de rattraper le retard du pays dans ce secteur ?**

Sur les rénovations en France : nous sommes loin de nos objectifs, mais la situation progresse. Nous devons investir massivement dans la rénovation énergétique pour atteindre les objectifs climatiques : on ne peut pas simplement se reposer sur l'utilisation d'énergies renouvelables dans ce secteur.

Les plans de relance européen et français prévoient un effort massif de rénovation des bâtiments. Le confinement a aidé à faire prendre conscience aux citoyens de la nécessité de rénover leurs logements. Il y a un énorme potentiel - 7 milliards d'euros pour le plan français - cela va créer beaucoup d'emplois.

Maintenant, il faut s'assurer que les entreprises ont la capacité technique de faire ces rénovations, et que les financements sont suffisamment lisibles. De plus, il y a beaucoup de petites rénovations isolées, mais il faut maintenant changer d'échelle et avoir une meilleure connaissance des économies réalisées grâce aux travaux.

Les collectivités locales ne prennent pas le relais des gouvernements nationaux, sauf peut-être aux États-Unis et, dans une certaine mesure, en France. Les règlements sont principalement gérés au niveau des États. Ce sujet ne peut progresser que par le consensus et le multi-partenariat en organisant la collaboration tout au long de la chaîne de construction : élus, clients, habitants, financiers, etc. Il est important de mettre en place des partenariats multiples tout au long de la chaîne de construction.



*« Ce sujet ne peut progresser que par le consensus et le multi-partenariat en organisant la collaboration tout au long de la chaîne de construction : élus, clients, habitants, financiers, etc. »*

- **Oliver Rapf, Building Performance Institute Europe**

**Question : Le Green Deal fait la part belle au bâtiment. Quels sont les leviers utilisés pour ce plan de relance ? Qui sont les bons élèves en Europe ?**

Le plus grand défi en Europe est la rénovation des bâtiments existants, et la Commission européenne en a fait une priorité pour la relance.

Le taux actuel de rénovation est de 1 % et la rénovation profonde (qui conduisent jusqu'à 60 % d'économies d'énergie) est de 0,2 %. D'autre part, la part du budget consacrée à la rénovation est le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale, une occasion à ne pas manquer. Dans l'UE, il est difficile de désigner des bons élèves : les pays progressent en dépit des différents obstacles, et très peu d'entre eux disposent d'une stratégie véritablement globale.



Les États membres devaient soumettre des stratégies nationales il y a neuf mois, mais la moitié d'entre eux seulement l'ont fait. Le BPIE les a analysés, et selon nous, seule une d'entre elles est pleinement conforme aux exigences: celle de l'Espagne. Les autres ne comportent pas d'approche stratégique pour rénover le parc immobilier ou des quartiers entiers, tout en essayant de réduire les besoins de chauffage/refroidissement.

Il existe cependant une volonté politique croissante d'adresser ces questions. L'AIE a également sorti un rapport aujourd'hui qui montre que nous n'allons pas dans la bonne direction. Nous devons nous entendre sur le fait que les nouveaux bâtiments, en particulier dans les économies émergentes, doivent être neutres en carbone et n'utiliser que des énergies renouvelables pour le chauffage et la climatisation.

- **Elizabeth Chege, Kenya Green Buildings Society**

**Question : Est-ce que la préoccupation écologique est déjà un grand sujet dans le secteur du Bâtiment en Afrique ? Comment la crise sanitaire a impacté ces stratégies ?**

La crise sanitaire a eu un impact sur le secteur du bâtiment en Afrique. Ce fut une année intéressante, nous avons appris à nous serrer les coudes. En Afrique, les bâtiments qui existeront en 2050 n'ont pas encore été construits ou sont seulement en cours de construction maintenant. C'est une grande opportunité: tous les nouveaux bâtiments doivent être zéro carbone. Le World Green Building Council a présenté une feuille de route pour l'Afrique, pour avoir une vision stratégique globale, c'est un cadre très utile.

La démographie africaine est composée à 70 % de jeunes, donc la transition est très importante pour les emplois. L'industrie du bâtiment s'est arrêtée avec la pandémie de Covid-19, ce qui a fait prendre conscience que nous sommes très dépendant d'industries étrangères: nous devons créer nos propres industries efficaces sur le plan énergétique.

Le secteur financier a commencé à écouter ces préoccupations: c'est le résultat d'un grand nombre de plaidoyers... Il faut montrer qu'ils peuvent investir de manière responsable et que cela peut faire une énorme différence dans le secteur du bâtiment.



*"Le secteur financier a commencé à écouter ; c'est le résultat d'un grand nombre de plaidoyers... Il faut montrer qu'ils peuvent investir de manière responsable et que cela peut faire une énorme différence dans le secteur du bâtiment."*

Avec le Covid-19, la santé et le bien-être sont devenus essentiels. Il est nécessaire de mettre les gens et la planète au centre. Ces préoccupations sont un plus pour la construction. La pandémie a permis de renforcer la collaboration entre différents pays et avec l'Union Européenne.

Il faut prendre en compte les préoccupations des pauvres des zones urbaines dans les mesures concernant le secteur de la construction.



- **Yves-Laurent Sapoval, Ministère de la Transition Ecologique**

**Question : Il existe encore peu de normes et d'obligations. Pourquoi ?**

La grande majorité de ce qui est construit dans le monde se fait sans aucune réglementation thermique, même s'il existe des réglementations sur la construction. À cet égard, il est certain que les incitations financières et techniques sont importantes pour permettre aux gens de comprendre ce qu'ils doivent faire.

La communication et la sensibilisation sont également des leviers essentiels sans lesquels personne ne voudrait faire de travaux.

Mais la question de la réglementation est une priorité : pour voir loin, pour faire en sorte que les entreprises s'adaptent, il faut que les pouvoirs publics adoptent des réglementations ambitieuses afin que les entreprises produisent les matériaux nécessaires et que toute la chaîne de valeur s'adapte. Des obligations telles que celle introduite en France sur la rénovation thermique seront susceptibles d'entraîner des changements de long terme à la fois sur les émissions et sur le marché immobilier : le coût de la rénovation sera intégré dans le prix de la transaction au moment de la vente.

Les politiques publiques sont les principaux agents de la rénovation.

- **Oliver Rapf, Building Performance Institute Europe**

**Question : Quels sont les leviers utilisés en Europe pour booster la rénovation ? Va-t-on vers plus de normes et de réglementations ?**

*"Nous avons besoin de réglementation pour stimuler le secteur, mais nous devons également canaliser le financement et le soutien à l'innovation vers le secteur, afin que celui-ci puisse transformer son offre de services en rénovation."*



Il n'y a pas de solution miracle en matière de réglementation. La mise en œuvre est essentielle - cela ne peut se faire que si le secteur de la construction est réceptif. Nous avons besoin de la réglementation pour stimuler le secteur, mais nous devons également canaliser le financement et le soutien à l'innovation vers le secteur, afin que celui-ci puisse transformer son offre de services en rénovation

Un autre problème est de savoir comment surmonter l'obstacle du financement ? Les groupes européens ont besoin d'un soutien financier par le biais de différents instruments, ou en autorisant des investisseurs tiers. Il faut des instruments financiers plus innovants, afin de répondre aux différentes capacités d'investissement des propriétaires. Nous avons également besoin de politiques différentes qui susciteront des réactions de la part de ces différents



groupes. Des progrès sont réalisés en termes de projets pilotes, stimulant les marchés de la rénovation de masse. Le défi est de les étendre à toute l'Europe.

- **Elizabeth Chege, Kenya Green Buildings Society**

**Question : Est-ce que la labellisation bas-carbone est en train de se répandre en Afrique ?**

En Afrique, le sujet central n'est pas la rénovation mais la construction de nouveaux bâtiments. Sur le terrain depuis 10 ans, la sensibilisation est importante. L'amélioration des capacités techniques est essentielle, non seulement pour le secteur privé, mais aussi pour les gouvernements locaux et nationaux qui ne peuvent pas élaborer de politiques s'ils ne comprennent pas la question.

On croit que le passage au zéro-carbone coûtera cher ou nécessitera beaucoup plus d'innovation, mais il suffit de considérer les idées locales et les principes de conception passive pour se rendre compte que le potentiel est énorme. Plutôt que d'examiner les bâtiments un à un, il faut considérer l'urbanisme dans son ensemble.

- **Yves-Laurent Sapoval, Ministère de la Transition Ecologique**

**Question : Que retenez-vous de ce rapport ?**

Le rapport est une mine d'informations de qualité, qui ne doit pas être lu uniquement secteur par secteur, mais dans son ensemble. Le rapport nous aide à comprendre que l'efficacité énergétique des bâtiments peut faire économiser de l'argent aux gouvernements et aux ménages. L'énergie perdue dans les bâtiments inefficaces est de l'énergie perdue pour d'autres usages. Ce rapport montre l'importance des partenariats : il ne sera pas possible de développer le secteur du bâtiment sans impliquer tous les acteurs de la chaîne de valeur des bâtiments. Bien qu'il représente 30 % des émissions de GES, ce secteur n'avait jamais été pris au sérieux avant la création du GABC lors de la COP21.